



# FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

## SOMMAIRE

N° 486

8 €

- PORTRAIT : (p.1-2,6)  
LAURENCE TUBIANA (2)
- POLITIQUE : (p.3-5,7-12)  
CORONAVIRUS :  
LA VRAIE CHRONOLOGIE (5)

## PORTRAIT

## LAURENCE TUBIANA (2)

**Cachée derrière la Convention citoyenne pour le climat, un dispositif soviétoïde présenté, comble du cynisme, comme un exercice de démocratie participative destiné à répondre aux aspirations des Gilets jaunes, Laurence Tubiana pilote en réalité la Grande Réinitialisation (« Great Reset »), c'est-à-dire la tentative d'imposer « coûte que coûte » le Nouvel Ordre Mondial.**

Ayant parfaitement intégré les objectifs des **Rockefeller** visant à faire coïncider les revendications écologistes avec leurs intérêts énergétiques, **Laurence Tubiana** s'impose rapidement comme le relais en France du Britannique **Nicholas Stern**, ancien vice-président de la Banque mondiale, ancien conseiller de **Tony Blair** et auteur, en 2006, du *Rapport Stern sur l'économie du changement climatique*. Pendant universitaire du film *Une Vérité qui dérange* qui devait valoir à **Al Gore** et au GIEC le prix Nobel de la Paix, le *Rapport Stern* sera présenté comme le document d'autorité par **Michael Bloomberg** à New York en 2007 lors du troisième sommet C40, une organisation cofinancée par la Clinton Climate Initiative, le Rockefeller Brothers Fund et la Rockefeller Foundation, réunissant les maires des grandes métropoles engagés contre le réchauffement climatique.

C'est ainsi que **Nicholas Stern** et **Laurence Tubiana** seront reçus à l'Élysée par **Nicolas Sarkozy** dans les premiers jours de son quinquennat (dès le 5 juillet 2007 !) pour se voir confier la préparation du Grenelle de l'environnement. Rappelons que tout juste nommée secrétaire d'État chargée de l'Écologie, **Nathalie Kosciusko-Morizet** est une proche de **Laurence Tubiana**. Elle a fait partie des membres fondateurs de l'IDDRI dont on retrouve cinq représentants à la manœuvre du fameux « Grenelle » : **Dominique Bourg**, **Jean Jouzel**, **Claude Henry**, **Pierre-Henry Gouyon** et **Roger**

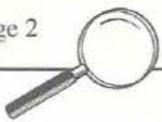
**Guesnerie**. Rappelons également que le principal négociateur du Grenelle de l'environnement, au titre des ONG, **Yannick Jadot** est également un « bébé Tubiana » puisqu'elle l'a intégralement formé du temps de la Solagral.

Comme pour tant d'autres grands bourgeois gauchistes au service du mondialisme, le quinquennat Sarközy sera une période faste pour **Laurence Tubiana** qui sera bientôt intégrée à la Commission Juppé-Rocard puis nommée chef de délégation adjoint pour la conférence de Copenhague de 2009 sur les changements climatiques (COP15). Après le fiasco de cette COP15 (cf. *Copenhague: chronique d'un accord inachevé*, Canal +, 11 janvier 2010), elle sera promue par **Bernard Kouchner** directrice des biens publics mondiaux, du développement et des partenariats au ministère des Affaires étrangères et européennes, un poste créé *ad hoc* qu'elle occupera jusqu'en mai 2010. Bien que complètement inconnue, son rôle en coulisse est important, comme le suggère le fait qu'elle figure à l'époque parmi les hauts fonctionnaires français ciblés en priorité par la NSA. D'autant que son cas n'a pas relevé des interceptions européennes, le « S2C32 », mais d'un bureau chargé d'« améliorer l'accès à la cible », d'« accroître les efforts de ciblage et d'exploitation » et de « développer de nouvelles possibilités de collecte ».

En 2012, cette spécialiste de la petite cuisine onusienne est mandatée par **Ban Ki-moon**, le secrétaire général de l'ONU,

## INDEX

Attali J. .... p.10	Kissinger H. .... p.9
Bloomberg M. .... p.1	Kosciusko-Morizet N. p.1
Bourg D. .... p.1	Lacombe K. .... p.4
Boulanges J.-L. p.10	Lauvergeon A. .... p.2
Brauman R. .... p.4	Le Quérec C. .... p.6
Brown G. .... p.3	Ludovsky P. .... p.6
Cazorla C. .... p.4	Masson-Delmotte V. p.6
Chidiac C. .... p.4	Mauguin P. .... p.2
Cohn-Bendit D. .. p.6	Mestrallet G. .... p.2
Colombani P. .... p.2	Milbank D. .... p.12
Colombier M. .... p.6	Molina J.-M. .... p.7
Dorsey J. .... p.11	Pachauri R.-K. .... p.2
Douste-Blazy P. .. p.8	Pellet J. .... p.6
Fabius L. .... p.2	Perronne C. .... p.8
Ferrari M. .... p.11	Rebelle B. .... p.2
Figueres C. .... p.2	Rockefeller famille. p.6
Gore A. .... p.1	Sachs J. .... p.2
Gouyon P.-H. .... p.1	Schiappa M. .... p.7
Guérin E. .... p.6	Soussana J.-F. .... p.6
Guesnerie R. .... p.1	Spitz B. .... p.2
Guivarch C. .... p.6	Stern N. .... p.1
Henry C. .... p.1	Stern T. .... p.2
Hewlett W. .... p.6	Strauss-Kahn D. p.10
Hoën B. .... p.4	Tegnell A. .... p.12
Hohn C. .... p.6	Timmermans F. .. p.6
Jadot Y. .... p.1	Tubiana L. .... p.1
Jouzel J. .... p.1	Verdier A. .... p.6



## PORTRAIT

>>(suite de la page 1)

pour former le Conseil de direction du réseau des solutions pour le développement durable (SDSN), un réseau de think tanks rattaché à l'ONU qu'elle a présidé jusqu'en 2017. Ayant publiquement soutenu **François Hollande**, elle prend le rôle de « facilitatrice » du débat national sur la transition énergétique (DNTE) après le retour de la gauche aux affaires. Une commission qu'elle anime cette fois aux côtés de l'ancienne patronne d'Areva **Anne Lauvergeon**, de **Pascal Colombani**, ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, de **Bruno Rebelle**, ancien de Greenpeace et de l'inévitable vice-président du GIEC **Jean Jouzel**, et qui aboutira à l'adoption de la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de 2015, parallèlement à la « contribution climat énergie », la fameuse taxe carbone (supportée à 70 % par les ménages) qui était déjà un des chevaux de bataille de **Laurence Tubiana** lors de son passage au cabinet de **Lionel Jospin**.

En 2013, « cette petite femme à l'allure frêle et à la voix haut perchée » (*Les Échos*, 6 décembre 2013) rejoint le Conseil consultatif scientifique de l'ONU (28 membres) non sans avoir été nommée à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française de développement en remplacement du député et maire UMP de Moulins **Pierre-André Périssol**. Citée pour entrer au gouvernement **Valls** au printemps 2014, « cette universitaire mondialisée qui se démultiplie depuis longtemps entre la France, la Chine et les États-Unis » (*La Croix*, 17 octobre 2015) est finalement nommée « représentante spéciale au climat » en vue de la Conférence Paris Climat 2015 sur les changements climatiques (COP21, 170 millions d'euros de budget, 40000 participants) sur recommandation de **Laurent Fabius**. Ayant mis sur la touche sa rivale, la ministre de l'Environnement **Ségolène Royal**, son périmètre est en fait calqué sur celui de l'Américain **Todd Stern**, le « monsieur climat » de **John Podesta** au Center for American Progress, qui représente les États-Unis dans toutes les conférences de ce type depuis 25 ans au titre du Département d'État.

Celle qui connaît (et pour cause...) « tout des arcanes effroyablement complexes du « système climatique » » (*La Croix*) sera donc l'ambassadrice, chargée de négocier l'Accord de Paris, censé juguler le réchauffement climatique sous le seuil des 2 degrés par la « décarbonation » selon les impératifs fixés par le GIEC sous tutelle des fondations Rockefeller. Avec une priorité donnée à la voiture électrique (« 20 à 30 % du parc automobile en 2030 ») qui, si elle ne représente aucun avantage écologique comme chacun en convient, devrait constituer une clientèle captive et un énorme marché pour les géants du secteur minier international (cobalt, lithium, cuivre, nickel, terres rares). Cette politique de « décarbonation » portée par une surtaxation des ménages qui conduira à la révolte des Gilets jaunes s'inscrit dans la lignée du Deep Decarbonization Pathways Project (DDPP), la « référence scientifique » concoctée par l'IDDRI et la SDSN (deux structures créées par **Laurence Tubiana**) sous le pilotage de l'économiste américain **Jeffrey Sachs** qui après avoir théorisé la « thérapie de choc » dans l'ex-URSS (3 millions de morts) a été recyclé comme conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU pour réaliser les « objectifs du millénaire pour le développement » en qualité de président de l'Institut de la Terre (The Earth Institute) de l'Université Columbia.

Invoquant une blessure à la jambe lors d'une chute de cheval et une crise d'appendicite survenue une semaine avant l'ouverture de la conférence au Bourget, cet égo surdimensionné se déplacera pendant toute la durée de la COP21 dans les allées à bord d'un scooter électrique flanqué d'une pancarte *Tubiana Mobile*. Dans la foulée de la signature, le 12 décembre 2015, de l'Accord de Paris dont elle fut tout à la fois « l'intermédiaire, le médiateur et le courtier » (*New York Times*), « l'ambassadrice en baskets Converse » (*AFP*, 6 novembre 2015) sera intronisée *Femme de l'année 2015* par le *Financial Times*. La COP21 est aussi l'occasion du lancement, sous l'égide de la Banque mondiale, de la Carbon Pricing Leadership Coalition (CPLC), un cartel des plus grosses institutions financières et énergétiques privées, présidée par **Nicholas Stern**, visant « une mise en œuvre réussie de la tarification du carbone dans le monde ». Quand ce dernier s'en ira rejoindre le Conseil économique sur la santé de la planète de la Rockefeller Foundation en 2017, c'est **Gérard Mestrallet**, ancien patron d'Engie, qui lui succédera à la tête de la CPLC. Signe de la place centrale de l'Accord de Paris dans l'agenda mondialiste, le *New York Times* devait titrer, après l'annonce de **Donald Trump** d'en retirer les États-Unis : *Le Nouvel Ordre Mondial s'embourbe dans les discussions sur le pacte climatique* (16 novembre 2016).

Parallèlement, Laurence Tubiana a discrètement intégré le Conseil d'orientation et de réflexion de l'assurance (Cora), le think tank de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) créé par l'influent **Bernard Spitz**. Par la suite, Laurent Fabius en fait sa « championne de haut niveau pour l'action climatique pré-2020 » chargée de suivre le processus d'application de la COP21 jusqu'à la fin de la COP22. Parce qu'elle lui avait volé la vedette lors de la COP21, Ségolène Royal lui savonne la planche lors de sa candidature à la tête de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCCC), l'organe suprême des négociations climatiques basé à Bonn où elle espérait succéder à sa « sœur jumelle » **Christiana Figueres** qui a depuis rejoint **Nicholas Stern** au Conseil économique sur la santé de la planète de la Rockefeller Foundation.

En juin 2016, elle est coup sur coup nommée présidente de la commission pour l'examen des candidatures à la fonction de président de l'INRA (avec à la clef la désignation controversée de **Philippe Mauguin** qui était jusqu'alors directeur de cabinet de **Stéphane Le Foll** au ministère de l'Agriculture), puis d'une mission de modernisation du littoral languedocien avec les architectes **Élisabeth** et **Christian de Portzamparc**. Maîtrisant « une technicité exclusive et un jargon outrancier » (*Le Figaro*, 10 novembre 2015), cette « citoyenne française et citoyenne du monde » (*AFP*, 6 novembre 2015) rejoint, en 2016, The Energy and Resources Institute (TERI), le centre de recherche du fabricant indien de voitures électriques Tata dirigé par l'ancien président du GIEC **Rajendra Kumar Pachauri**. « Expert » de l'Institut Montaigne, elle est ou a été administratrice du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), de l'India Council for Sustainable Development, du China Council for International Cooperation on Environment and Development, de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), du conseil d'orientation stratégique de l'Institute for Advanced Sustainability Studies, etc.

(Suite page 6)>>



POLITIQUE

CORONAVIRUS : LA VRAIE CHRONOLOGIE (5)

Résumé de l'épisode précédent. Alors que Jérôme Guedj, lobbyiste pour Korian, a discrètement rejoint la cellule de crise d'Olivier Véran, une circulaire du ministère de la Santé a entraîné un refus de l'admission en réanimation des résidents en Ehpad. À l'international, la guerre mondiale infra-étatique entre nationaux et mondialistes engagée depuis le vote du Brexit et l'élection de Trump en 2016 a pris, avec le confinement, l'étrange tournure d'une démobilisation générale et s'est cristallisée sur l'hydroxychloroquine. Pour imposer la molécule classée substance vénéneuse par Agnès Buzyn et interdite pour soigner le coronavirus par son successeur Olivier Véran, Didier Raoult a contourné la technostructure médicale hexagonale en s'adressant directement au grand public sur Youtube, aux élites économiques via Bernard Arnault, tout en ralliant à sa cause rien de moins que le président des États-Unis, Donald Trump...

✎ 26 mars (suite). Dans *The Guardian*, l'ancien Premier ministre travailliste Gordon Brown appelle à la « création d'un gouvernement mondial temporaire composé de dirigeants et d'experts de la santé qui lutterait pour un effort coordonné pour trouver un vaccin et pour en organiser la production et l'achat ».

✳ Microsoft Technology Licensing dépose le brevet d'un « système de cryptomonnaie utilisant des données d'activités corporelles » afin de remplacer le minage traditionnel par l'énergie corporelle récupérée grâce à une onde cérébrale mesurant l'activité du corps humain (cf. Encadré). Les mauvais esprits souligneront que le numéro de publication du brevet (WO/2020/060606) contient non seulement les initiales du Nouvel Ordre Mondial mais aussi le nombre 666, la « marque de la bête » sans laquelle « nul ne pourra acheter ou vendre »...

► Au *Journal Officiel*, dans le décret encadrant strictement l'utilisation de l'hydroxychloroquine disparaît la limitation de son usage aux « formes graves ». Vraisemblablement, cette modification fait suite à l'intervention de Christian Devaux, membre de la commission spécialisée « maladies infectieuses et maladies émergentes » au Haut Conseil de la santé publique (HCSP), ancien directeur d'unité en maladies infectieuses du CNRS et membre, depuis 2016, de l'IHU-Méditerranée Infection. Le texte prévoit en effet que « l'hydroxychloroquine et l'association lopinavir/ritonavir peuvent être prescrites aux patients atteints du Covid-19 dans les établissements de santé qui les prennent en charge ainsi que, pour la poursuite de leur traitement, si leur état le permet et sur autorisation du prescripteur initial, à domicile ».

1. WO2020060606 - CRYPTOCURRENCY SYSTEM USING BODY ACTIVITY DATA

PCT Biblio. Data Description Claims Drawings ISR/WO6A/A17(2)(a) National Phase Notices Documents

Submit observation Permalink Machine translation

**Publication Number:** WO/2020/060606  
**Publication Date:** 26.03.2020  
**International Application No.:** PCT/US2019/028084  
**International Filing Date:** 20.06.2019

**IPC:**  
 G06D 20/06 2012.01 G06D 20/32 2012.01  
 H04L 9/32 2006.01 G06D 30/02 2012.01  
 G06N 3/08 2006.01

**DPC:**  
 G06F 3/01 G06N 3/0454 G06N 3/0472  
 G06N 3/08 G08D 20/18 G08D 20/322

**Applicants:** MICROSOFT TECHNOLOGY LICENSING, LLC (US/TU/S)  
 One Microsoft Way Redmond, Washington 98052-6399, US

**Inventors:** ABRAMSON, Dustin  
 FU, Derrick  
 JOHNSON, Joseph Edwin, JR.

**Agents:** MINHAS, Sandip S.  
 CHEN, Wei-Chen Nicholas

**Title:**  
 [EN] CRYPTOCURRENCY SYSTEM USING BODY ACTIVITY DATA  
 [FR] SYSTÈME DE CRYPTOMONNAIE UTILISANT DES DONNÉES D'ACTIVITÉ CORPORELLE

**Abstract:**  
 [EN] Human body activity associated with a task provided to a user may be used in a mining process of a cryptocurrency system. A server may provide a task to a device of a user which is communicatively coupled to the server. A sensor communicatively coupled to or comprised in the device of the user may sense body activity of the user. Body activity data may be generated based on the sensed body activity of the user. The cryptocurrency system communicatively coupled to the device of the user may verify if the body activity data satisfies one or more conditions set by the cryptocurrency system, and award cryptocurrency to the user whose body activity data is verified.  
 [FR] L'activité du corps humain associée à une tâche fournie à un utilisateur peut être utilisée dans un processus de minage d'un système de cryptomonnaie. Un serveur peut fournir une tâche à un dispositif d'un utilisateur qui est couplé de manière à communiquer avec le serveur. Un capteur couplé de manière à communiquer avec un dispositif de l'utilisateur ou compris dans ce dernier peut détecter l'activité corporelle de l'utilisateur. Des données d'activité corporelle peuvent être générées sur la base de l'activité corporelle détectée de l'utilisateur. Le système de cryptomonnaie de la présente invention couplé de manière à communiquer avec le dispositif de l'utilisateur peut vérifier si les données d'activité corporelle satisfont une ou plusieurs conditions définies par le système de cryptomonnaie, et attribuer une cryptomonnaie à l'utilisateur dont les données d'activité corporelle sont vérifiées.



## POLITIQUE

► Autrement dit, les médecins traditionnels (dit « médecins de ville ») ne sont toujours pas autorisés à prescrire le protocole Raoult, même si un pas est fait en direction de l'hydroxychloroquine, ce qui conduit **Didier Raoult** à remercier **Olivier Véran** sur *Twitter*.

✚ **27 mars.** La prolongation du confinement jusqu'au 15 avril est annoncée par **Édouard Philippe** « avec l'accord du président de la République ». Pour les cérémonies funéraires, déjà limitées à 20 personnes (employés des pompes funèbres compris), les morts font l'objet d'une mise en bière immédiate, ce qui signifie que les proches ne peuvent plus voir le corps avant l'inhumation. Cette mesure aurait-elle facilité le trafic d'organes? Des cas de faux certificats de dons d'organes prétendument signés par les défunts seront rapportés dans les semaines suivantes.

✚ Réintroduction de la restriction aux cas graves dans le décret relatif à l'hydroxychloroquine: « Il est autorisé d'administrer cette molécule contre le Covid-19 à l'hôpital uniquement et seulement aux cas graves. [...] Ces prescriptions interviennent après décision collégiale [...] pour les patients atteints de pneumonie oxygène-requérantes ou d'une défaillance d'organe », donc lorsque la charge virale a baissé et que le traitement n'est plus efficace...

► Sont alors pointés les liens d'intérêts de **Christian Chidiac**, président de la commission spécialisée « maladies infectieuses et maladies émergentes » du Haut Conseil de la santé publique (HCSP), avec le géant pharmaceutique américain Gilead Sciences (il a perçu 16563 euros du laboratoire positionné sur le *Remdesivir*, le médicament concurrent imposé au sein des essais cliniques), mais aussi avec Pfizer, MSD, Novex Pharma, ViiV Healthcare, AbbVie, Eumédica...

► Au sein de cette commission, comme **Christian Chidiac**, **Bruno Hoen**, directeur de la recherche médicale de l'Institut Pasteur, déclare avoir siégé au conseil d'administration de Gilead Sciences qui l'a rémunéré à hauteur de 52000 euros. Vice-présidente de ladite commission, **Céline Cazorla**, déclare aussi des liens d'intérêts avec Gilead Sciences.

► Le parquet de Nantes confirme l'ouverture d'une enquête sur les menaces de mort reçues les 1<sup>er</sup> et 2 mars par **Didier Raoult** pour le dissuader de préconiser la chloroquine. Selon *Le Canard enchaîné*, ces menaces proviendraient du téléphone portable du service d'infectiologie du CHU de Nantes, un service dirigé par **François Raffi**, champion toutes catégories des bénéficiaires de la manne de Big Pharma avec 541729 euros, dont 52812 versés par Gilead Sciences.

► **Didier Raoult** qui, ce jour-là, apparaît en deuxième place du baromètre Odoxa des personnalités préférées des Français derrière **Roselyne Bachelot**, annonce sur le site de l'IHU de Marseille, les résultats de l'association hydroxychloroquine + azithromycine testée sur 80 patients présentant des symptômes légers. Cette étude sera publiée le 11 avril par *Travel Medicine and Infectious Disease*.

► *L'Express* révèle une note confidentielle du Centre de crise sanitaire qui s'alarme d'une livraison trop tardive des respirateurs commandés.

► Dans un entretien au site Internet de *L'Obs*, **Rony Brauman**, ancien président de Médecins sans frontières, « approuve le confinement » et considère que « **Didier Raoult** n'incite pas à la confiance ».

► Alors que Russes, Chinois et Cubains se déploient en Italie depuis quelques jours et que s'est tenue la veille une visioconférence pendant laquelle les 27 pays de l'UE n'ont pas trouvé d'accord pour soutenir les pays les plus touchés par le coronavirus, la presse italienne se déchaîne. Pour ne citer que les publications les plus européistes, le *Corriere della Sera* évoque « une union qui ne fait pas la force » et la fin du projet européen quand *La Repubblica* dépeint une « laide Europe ».

► **28 mars.** Alors qu'à l'IHU-Méditerranée Infection, qui a pourtant coûté un bras aux contribuables, ont été préférés un puis deux conseils scientifiques, s'ajoute maintenant une quatrième entité intronisée officiellement par Matignon: **Karine Lacombe**. Elle partage ce jour la vedette avec le Premier ministre **Édouard Philippe** et le ministre de la Santé **Olivier Véran** à l'occasion d'une conférence de presse dont il ressort qu'« on ne pourrait donc pas donner de l'hydroxychloroquine à tout le monde ».

► Chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP), imposée depuis quelques semaines par les gros médias pour qualifier d'« absolument scandaleux » et d'« extrêmement dangereux » ce qui se passe à Marseille (*France 2*, 23 mars), **Karine Lacombe** combine les deux facteurs déterminants de la gestion légale du coronavirus: elle est à la solde des grands laboratoires avec 212209 euros perçus du Big Pharma dont 28412 euros de Gilead Sciences. Et ce, au titre de ses interventions sur le VIH. Un sujet qui lui a valu le statut d'experte auprès de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), d'Unitaid et d'avoir figuré au panel des scientifiques du programme ONUSIDA.



POLITIQUE

★ Par décret, est autorisée la « prescription hors AMM dans le cadre du Covid-19 » du Rivotril, un médicament habituellement administré avec parcimonie dans des cas extrêmes d'agonie, ce qui revient donc à une légalisation temporaire de l'euthanasie. Après la circulaire du 19 mars privant les personnes âgées de réanimation, puis le blocage du protocole Raoult, le gouvernement franchit un nouvel échelon dans ce qui s'apparente à une stratégie de l'explosion du nombre de morts.

► 29 mars. Aux États-Unis, après un avis favorable de la FDA (agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux), le ministère de la Santé décide de mettre la chloroquine et l'hydroxychloroquine à la disposition des pharmacies hospitalières sur l'ensemble du territoire fédéral. Une étude du Journal of the American Medical Association montrera qu'entre le 15 et le 21 mars les prescriptions pour un approvisionnement en 30 jours d'hydroxychloroquine avaient augmenté de 1977 %.

► The Independant révèle que le roi de Thaïlande, Maha Vajiralongkorn, connu sous le nom de Rama X, a privatisé le Grand Hôtel Sonnenbichl à Garmisch-Partenkirchen (Bavière) pour passer le confinement avec son harem de 20 femmes.

► 30 mars. La revue médicale Prescrire met en garde contre l'hydroxychloroquine. Son directeur éditorial Bruno Toussaint souligne « des effets indésirables cardiaques graves et une mortalité d'origine cardiovasculaire accrue par l'ajout de l'azithromycine à l'hydroxychloroquine ».

Nombre de décès en France au 30 mars 2020  
Effectif cumulé depuis le 1<sup>er</sup> mars

Date d'événement	2020	2019	2018
01-mars	1757	1272	2136
02-mars	3528	3782	4327
03-mars	5278	5530	5455
04-mars	7059	7410	8545
05-mars	8815	9278	10746
06-mars	10628	11148	12904
07-mars	12291	13007	14959
08-mars	13972	14807	17066
09-mars	15765	16580	19115
10-mars	17552	18247	21201
11-mars	19404	20013	23143
12-mars	21148	21719	25190
13-mars	22894	23410	27170
14-mars	24608	25128	29097
15-mars	26405	26873	30995
16-mars	28338	28593	32902
17-mars	30297	30228	34742
18-mars	32225	31985	36583
19-mars	34250	33669	38356
20-mars	36203	35330	40147
21-mars	38047	37031	42049
22-mars	39955	38719	43941
23-mars	41994	40417	45767
24-mars	44028	42045	47652
25-mars	46198	43710	49469
26-mars	48401	45335	51322
27-mars	50611	47021	53182
28-mars	52845	48711	55009
29-mars	54993	50374	56836
30-mars	57441	52011	58641
31-mars		53629	60407

► Dans une note intitulée La Crise du coronavirus sonne-t-elle la fin du capitalisme néolibéral? publiée par Natixis et signée par Patrick Artus, le directeur de la recherche et des études de cette filiale de la BPCE, on peut lire que la crise du coronavirus va « très probablement provoquer »: « le retour à des chaînes de valeur régionales, au lieu de chaînes de valeur mondiales, c'est-à-dire la déglobalisation des économies réelles; une hausse durable des dépenses publiques de santé, d'indemnisation du chômage, de soutien des entreprises, donc de la fin de l'austérité budgétaire là où elle était installée (Europe) et de la concurrence fiscale; la compréhension de ce qu'il faut que l'État intervienne pour définir et développer les industries stratégiques (pharmacies, nouvelles technologies, énergies renouvelables...); la compréhension (même aux États-Unis) de ce que toute la population doit bénéficier d'une protection sociale convenable. Tout ceci signifie bien la fin du « capitalisme néolibéral » qui avait choisi la globalisation, la réduction du rôle de l'État et de la pression fiscale, les privatisations, et, dans certains pays la faiblesse de la protection sociale ».

★ The Telegraph révèle qu'une livraison de tests de dépistage en provenance de la société luxembourgeoise Eurofins a été annulée par le gouvernement britannique car un de ces tests avait lui-même été infecté par le Covid-19. Pur délire, cette information digne du Gorafi n'est qu'une des nombreuses manifestations des séquences « Ionesco » et « Beckett » dans ce virus orwellien.

Bien que frappée de plein fouet par une « pandémie mondiale », la France n'enregistre pas plus de décès (et parfois même moins) que les autres années, selon les statistiques de l'INSEE publiées mi-avril. Et ce, malgré une série de décrets contre-productifs (pour ne pas dire plus), allant du confinement à l'interdiction de se soigner en passant par l'euthanasie.



## PORTRAIT

>>(suite de la page 2)

En mars 2017, elle est placée à la tête de l'European Climate Foundation, une structure sise au 40, rue de Trévise dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, lancée en 2008 comme bureau européen de la ClimateWorks Foundation et de 350.org, deux organisations créées aux États-Unis la même année. Le rôle de ces super-fondations est de centraliser puis de redistribuer aux ONG écologistes les fonds alloués au « climat » par les fondations philanthropiques de la famille **Rockefeller**, de **Michael Bloomberg**, du magnat de l'informatique **William Hewlett**, d'Ikea et du milliardaire britannique **Christopher Hohn** (The Children's Investment Fund Management). En retour, les ONG bénéficiaires fourniront des bataillons de militants écologistes qui ne seront que les idiots utiles des campagnes par proxy menées, dans le secteur plus que stratégique de l'énergie, par les vrais parrains de leurs ONG. Inutile de préciser qu'il est impossible pour une association verte (Oxfam, WWF, Réseau Action Climat, Extinction Rébellion, etc.) de toucher son chèque en Europe sans le tampon de **Laurence Tubiana**. Ou plus exactement d'un de ses pions, **Emmanuel Guérin** dont elle a fait le directeur exécutif de l'European Climate Foundation. Symbole de la « gauche kérosène », Laurence Tubiana passe en effet ses journées dans les avions. Un jour à Monaco pour recevoir le prix de la Fondation Prince Albert II de Monaco, le lendemain dans le Colorado pour le grand raout annuel de l'Aspen Institute, le surlendemain à Rome comme invitée d'honneur du Women's Forum, sans oublier les montagnes suisses de Davos et son Forum économique mondial où se congratule le gratin des exécutants de l'hyperclasse nomade.

Disposant désormais d'un siège au conseil scientifique de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), celle que **Daniel Cohn-Bendit** a tenté de faire entrer au gouvernement après le départ tonitruant de **Nicolas Hulot** en septembre 2018 est finalement bombardée à la présidence du conseil d'administration d'Expertise France, un établissement public d'État (270 salariés et 4 représentations situées à Bruxelles, Abidjan, Tunis et Hanoï) placé sous tutelle de l'Agence française de développement (AFD), l'arrosoir à « subventions » (pour ne pas dire plus) de l'Afrique dont elle est l'indéboulonnable présidente du conseil d'administration depuis 2013 et qui, entre-temps, a été placé dans le giron de la Caisse des Dépôts et Consignations. Notons qu'à la présidence exécutive d'Expertise France a été nommé **Jérémy Pellet**, époux d'**Amélie Verdier**, la directrice du budget à Bercy qu'il a connue sur les bancs de l'ENA dans la promotion d'**Emmanuel Macron**.

Membre du conseil scientifique de l'Association pour le développement des initiatives des Affaires étrangères (Adie) et du Conseil d'orientation de l'action extérieure (COAE) au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette « spécialiste de la gouvernance mondiale » (*Elle*) qui a été citée pour figurer en haut de la liste macroniste aux élections européennes, sera finalement nommée « conseillère climat » de **Frans Timmermans**, vice-président exécutif de la Commission européenne et commissaire au « Green deal européen ». Parallèlement, « l'éco-impératrice » a rejoint le Haut Conseil pour le climat installé par Emmanuel Macron en novembre 2018 dans lequel on retrouve **Michel Colombier**, son principal lieutenant à l'IDDRI, **Alain Grandjean**, le bras

droit de **Nicolas Hulot** mais aussi **Jean-François Soussana**, **Valérie Masson-Delmotte**, **Corinne Le Quéré** (présidente), **Céline Guivarch**, tous membres de la coterie GIEC.

Par la suite, elle est intronisée, aux côtés du directeur général de Terra Nova **Thierry Pech**, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat (CCC) à partir de juillet 2019. Composée de 150 personnes tirées au sort (dont **Daniel Cohn-Bendit**...), de 12 « personnalités qualifiées dans le domaine de l'écologie, de la démocratie participative, de l'économie et du social » et placée sous les auspices du Conseil économique, social et environnemental (CESE, où la République recase à grand frais la « société civile », c'est-à-dire ses francs-maçons et autres cadres « associatifs »), cette « convention citoyenne » a été chargée de répondre à la question suivante: « Comment réduire de 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 dans le respect de la justice sociale ? » Cette injonction Rockefeller-GIEC, volet énergétique et social du Great Reset du Forum économique mondial, a évidemment été présentée comme la « double demande de plus de participation et de plus d'écologie exprimée par les Français dans le cadre du grand débat national ». Donc officiellement, pour donner suite à la révolte des Gilets jaunes...

Passée du rouge au vert, **Laurence Tubiana** s'est repeinte en jaune pour l'occasion grâce aux Gilets Citoyens, une coquille vide où elle s'affiche aux côtés de **Marion Cotillard**, de **Cyril Dion** et de **Priscillia Ludosky**. Décrivant la Convention citoyenne pour le climat (CCC), Libération.fr (22 juin 2020) rapporte que: « plusieurs ressources documentaires ont été proposées aux citoyens. Le Haut Conseil pour le climat a ainsi émis des recommandations, ainsi que le Conseil économique, social et environnemental (CESE) qui a organisé la Convention, et plusieurs ONG comme la Fondation pour la nature et l'homme et le Réseau Action Climat ». Le Point (18 juin 2020) décrit une démocratie représentative très encadrée: « Pendant dix mois, ces citoyens venus de tous les horizons ont entendu 138 experts et digéré des milliers de pages de rapports. « Après le discours de Valérie Masson-Delmotte, nous avons eu des larmes », raconte Laurence Tubiana. « Beaucoup ont pris une claque, ils n'imaginaient pas que la situation était aussi grave. Quelques climatocseptiques ne l'étaient plus dès la troisième session ». Sous le titre *Des Gilets jaunes à la Convention climat: comment détourner et assujettir une insurrection*, Marianne (30 juin 2020) explique que « les scores quasi soviétiques de certains votes suggèrent que les militants ont pris l'ascendant; le très bizarre « crime d'écocide » aurait même été retenu à... 99 %. [...] La proposition de réduire la vitesse sur les autoroutes (60 % des votants) est exemplaire: le « peuple » va-t-il obtenir ce que le Premier ministre n'a pu imposer (80 km/h sur le réseau secondaire) ? [...] Le sujet traité par la Convention est pourtant secondaire par rapport au dispositif, structurel. Attendons-nous à de prochaines applications d'un processus, pour le moment expérimental. ». Consécration du règne des « experts » (dont **Jean Jouzel**, passé du GIEC au CESE...), cette « convention » devrait en effet déboucher sur un référendum, étant directement inspirée du processus mis en œuvre par le gouvernement irlandais pour faire passer l'avortement et le « mariage » entre homosexuels.



POLITIQUE

👉 **31 mars.** Dans le cadre de ses fonctions de secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, **Marlène Schiappa** publie un *Guide des parents confinés* (cf. Encadré) où il est recommandé d'aider son enfant à faire son *coming out*, de regarder **Cyril Hanouna** ou encore de s'informer sur le site du Musée d'art et d'histoire du Judaïsme...

▶ Lancement de l'essai en double aveugle *Hycovid* du **CHU d'Angers** afin de mesurer (enfin) l'efficacité de l'hydroxychloroquine (seule et à 400 mg...) sur 1300 malades atteints de formes moins sévères que ceux enrôlés dans *Discovery*. L'absence de l'azithromycine est justifiée par le fait que l'association de ces deux molécules présenterait un risque élevé de toxicité cardiaque. Dès lors, cet argument développé la veille dans *Prescrire* sera repris à de multiples reprises, et ce, alors qu'en 45 ans, la base de données *Vigibase* n'a recensé aucune mort subite causée par la molécule. En effet, jusqu'en 2020, l'hydroxychloroquine n'avait donné lieu qu'à « deux, trois cas de troubles cardiaques par an » comme l'explique le professeur de cardiologie **Milou-Daniel Drici** à Mediapart (23 avril).

▶ En Chine, un essai « randomisé » mené à Wuhan et très peu relayé dans les médias occidentaux conclut que « l'HCQ

pourrait considérablement réduire le TTCR [NDLR: délai de récupération clinique] et favoriser l'absorption de la pneumonie » et que le « temps de récupération de la température corporelle et le temps de rémission de la toux ont été considérablement raccourcis dans le groupe de traitement HCQ » (cf. *Efficacy of hydroxychloroquine in patients with COVID-19: results of a randomized clinical trial, medrxiv.org*).

▶ **1<sup>er</sup> avril.** **Jean-Michel Molina** publie dans la revue *Médecine et maladies infectieuses* un article pour expliquer que le protocole Raoult, qu'il a testé sur 11 patients (dont 10 déjà sous respirateurs...), ne fonctionne pas. Les 184094 euros perçus du Big Pharma (dont 26950 euros de **Gilead Sciences** et 22864 d'**AbbVie**) expliqueraient-ils la démarche délétère de ce professeur à l'hôpital Saint-Louis?

▶ Dans une rare déclaration commune, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appellent à une protection des chaînes d'approvisionnement alimentaire, mettant en garde sur la possibilité d'une pénurie et d'une crise alimentaire mondiale.



**31**

**Mon enfant fait son coming-out**

Le conseil confinement de **Jérémy Paillard**, co-Président de SOS Homophobie

Si votre enfant fait son coming-out, le plus important est avant tout d'être à son écoute. Il ne faut pas lui imposer le sujet. Si vous avez des doutes ou que vous vous posez des questions sur son orientation sexuelle, attendez qu'il vienne lui-même vous en parler.

Une fois que le pas est franchi, comprenez que c'est une étape importante pour lui et qu'il y a énormément rétroci. **Accueillez sa parole comme elle vient** et n'hésitez pas à lui poser des questions tout en restant à son écoute. S'il est en demande et en attente de plus d'informations, vous pouvez l'orienter vers des structures adaptées : le site [cogitonspse.net](http://cogitonspse.net) s'adresse exclusivement aux jeunes de 10 à 20 ans et livre notamment des références culturelles comme des films, des livres, des séries, qui donnent une image positive des personnes LGTB.

**32**

**Se méfier de la désinformation**

Le conseil confinement de **Frédéric Potier**, Décorab

Dans des périodes de crise, il y a cette idée répandue qu'on nous cacherait des informations. Notre rôle de parents est d'expliquer à nos enfants qu'il y a des professionnels de santé qui travaillent sur la question et que nous devons leur faire confiance. **Il faut leur expliquer ce qui se passe manière saine et transparente** : c'est un virus qui se propage vite et nous devons dans nous protéger, en adoptant notamment les gestes barrières. Il y a eu depuis toujours des virus qui se sont propagés et ce n'est pas la faute de telle ou telle personne.

En tant que parents, nous devons nous méfier des tentatives de désinformation, des théories du complot, qui prolifèrent sur internet et les réseaux sociaux. Restons vigilants sur les vidéos, les images, qui quand elles sont détournées, ont pour seul but de faire monter les tensions dans des périodes de fragilité. Privilégiez les sites institutionnels : [diorab.fr](http://diorab.fr), [monarabedecorab.org/](http://monarabedecorab.org/), [mami.org/](http://mami.org/), [cogitonspse.net](http://cogitonspse.net)

**33**

**Comment transmettre le féminisme**

Le conseil confinement de **Sylvie Pierre-Brucelette**, Présidente commission lutte contre les stéréotypes du HCE, présidente comité d'orientation Cité audoise

Quelle est la première femme à avoir reçu le prix Nobel ? Quelle grande auteure a porté un prénom d'homme ? Quelle femme a créé l'Express ? Qui a écrit le deuxième sexe ? Connaissez-vous une femme astronome ?

On peut multiplier les entrées et profiter de ces moments avec les enfants pour leur transmettre - judicieusement - le féminisme. Leur raconter l'histoire des femmes qui ont compté dans tous les domaines grâce à un jeu de connaissances. Puis retrouver des séquences d'actualité, des vidéos ou des films sur ces exemples remarquables, pour les filles comme pour les garçons...

**« Leur raconter l'histoire des femmes qui ont compté. »**

**34**

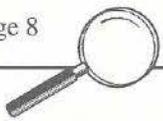
**Qu'est-ce qu'on regarde à la télé ?**

Le conseil confinement de **Gérald-Bricos Viret**, Directeur de Canal + et directeur général des programmes du Groupe

La télévision est un outil formidable pour s'évader et quitter un moment l'ambiance anxiogène liée au coronavirus. Profitez-en pour découvrir ou redécouvrir les films culte qui ont marqué le cinéma. Commencez une série depuis le début comme « Le Bureau des Légendes » ou « La Cava de Papai », regardez en famille des documentaires ou encore des spectacles en replay.

Pour les enfants, **MyCANAL Free et Orange offrent des chaînes habituellement payantes** comme Boomerang, Canal-J, Being, Toonami. Pour les passionnés de musique, Arts propose 600 concerts en ligne. L'opéra de Paris propose ses spectacles en ligne gratuitement sur Culturebox.

Et concernant les antennes que je dirige, sitons « l'Info du Vrai » d'Yves Castel qui décrypte l'information quotidienne et Cyril Hanouna qui sera présent en direct de chez lui tous les jours sur C8 dans TPMP pour un vrai moment de divertissement pour toute la famille.



## POLITIQUE

► Réagissant à ce communiqué, **Thierry Breton**, commissaire européen au Marché intérieur, explique qu'« on est peut-être allé trop loin dans la mondialisation et la globalisation » (*Reuters*, 2 avril).

✚ Sur Internet circule largement une vidéo montrant deux avions remplis de masques sur le tarmac d'un aéroport chinois en partance pour la France. Des émissaires américains aux valises pleines de billets arrivent, surenchérissent et raflent la cargaison. Plusieurs présidents de région dénonceront dans les heures suivantes une pratique généralisée. La France est définitivement le seul pays du monde où les « élites » croient - ou feignent de croire - à un « doux commerce », politiquement régi par le « multilatéralisme »...

► Sortie du dossier *Masques: les preuves d'un mensonge d'État* sur *Mediapart*: « fin janvier et début février, le ministère de la Santé, conscient de la faiblesse des stocks d'État, n'a décidé de commander qu'une très faible quantité de masques, malgré des alertes internes. Le matériel a de surcroît mis plusieurs semaines à arriver. Après ce premier fiasco, l'État a créé, début mars, une cellule interministérielle dédiée à l'achat de masques. Mais là encore, le bilan s'est avéré catastrophique: lors des trois premières semaines de mars, la cellule n'a pu obtenir que 40 millions de masques, soit l'équivalent d'une semaine de consommation au rythme contraint actuel. Le gouvernement a caché cette pénurie pendant près de deux mois et, en fonction des stocks, a adapté ses consignes sanitaires sur le port du masque ».

► En fait, *Mediapart*, qui n'a jamais cessé d'attaquer **Didier Raoult**, tient avec la question du masque son sujet de diversion. D'abord destinée à corrompre la colère légitime, la question du masque deviendra, une fois réglé le problème de l'approvisionnement, l'alpha et l'omega du dispositif de propagande politico-médiatique du coronavirus, ainsi qu'un très gros marché. De la même manière, **Edwy Plenel** et *Mediapart* avaient déjà joué un rôle moteur dans la réorientation de la révolte des Gilets jaunes contre l'État prévaricateur et le racket fiscal (revendications considérées comme « poujadistes » par l'extrême gauche trotskyste) en une mise à l'index de la police (le slogan « tout le monde déteste la police ») avec derrière la tête, une improbable « convergence des luttes » entre les Gilets jaunes et le Comité Adama...

► **2 avril**. L'armée est envoyée à l'aéroport de Bâle-Mulhouse pour réquisitionner plusieurs millions de masques qu'avait commandé

**Marie-Marguerite Dufay**, la présidente PS du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté pour les maisons de retraite de la région. Trois jours plus tard, c'est une nouvelle commande du conseil régional qui sera « intégralement réquisitionnée par l'État, sans concertation, ni même information préalable ».

► Dans une vidéo diffusée sur *Twitter*, **Olivier Balzer**, le secrétaire national de la CGT douanes, décrit les importations de masques que la douane a vu passer: « On a les chiffres: 0 importation, aucune commande de masques par l'État entre décembre et mars! Ce sont des gens comme Airbus ou LVMH qui en donnent aux hôpitaux, il y a une grosse communication là-dessus, on est dans une sorte de mécénat complètement hallucinant comme lors de l'incendie de Notre-Dame. Là encore, on voit les grandes fortunes se mobiliser alors que l'État ne commande rien ».

► **3 avril**. *Le Point* révèle que les directeurs de laboratoires départementaux, soit 75 laboratoires publics assumant la tâche d'effectuer les analyses de contrôle des eaux, d'hygiène alimentaire ou de santé animale, se sont portés volontaires pour effectuer entre 150000 et 300000 tests PCR par semaine, après avoir entendu la déclaration de « guerre » d'**Emmanuel Macron** à la télévision. Bien qu'opérationnels, ils n'ont toutefois pas reçu de réponse du gouvernement autre que « nous avons des normes réglementaires à respecter »...

✚ Au *Journal officiel*, parution d'un énième décret autorisant cette fois, « en cas d'impossibilité d'approvisionnement en spécialités pharmaceutiques à usage humain, des médicaments à usage vétérinaire » pour soigner le coronavirus.

► Lancement de la pétition *Traitement Covid-19: ne perdons plus de temps!* qui recueillera plus de 550000 signatures. Au sujet des deux initiateurs du texte, s'il a souvent été rappelé que le premier, l'ancien ministre de la Santé **Philippe Douste-Blazy** est administrateur de l'IHU-Méditerranée Infection, peu ont rapporté que le second, **Christian Perronne**, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, n'est pas suspect de sympathie pour **Didier Raoult**, les deux hommes s'étant publiquement étrillés sur la maladie de Lyme.

► S'appuyant sur l'étude de Wuhan du 31 mars (cf. *Page 7*) et sur les statistiques de Santé Publique France montrant un taux nettement plus faible de décès à Marseille qu'ailleurs en France, le texte compte parmi ses premiers signataires **Michèle Barzach**, ancienne ministre



## POLITIQUE

déléguée à la Santé, **Isabelle Bourgault Villada**, professeur de dermatologie à l'hôpital Ambroise Paré, **François Bricaire**, ancien chef du service de maladies infectieuses à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, membre de l'Académie de Médecine, **Marc Gentilini**, professeur de parasitologie, de santé publique et de clinique des maladies infectieuses, membre de l'Académie de Médecine, **Olivier Goulet**, professeur de pédiatrie à l'hôpital Necker, **Jacques Marescaux**, président fondateur de l'IRCAD, membre de l'Académie de Médecine, **Catherine Neuwirth**, professeur de microbiologie au CHU de Dijon, **Patrick Pelloux**, président de l'Association des médecins urgentistes de France, **Paul Trouillas**, professeur de neurologie au CHU de Lyon, **Martine Wonner**, psychiatre, députée LREM du Bas-Rhin ou encore **Philippe Juvin**, chef des urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou et maire LR de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine). Parmi les personnalités ayant soutenu publiquement le professeur Raoult, notons également l'éditorialiste **Luc Ferry** ou encore le socialiste **Gérard Bapt**.

► Tandis que le parquet de Marseille reçoit le signalement d'un « professionnel de santé » anonyme accusant l'IHU de Marseille de ne pas avoir respecté les formalités de l'Agence nationale de sécurité du médicament, **Didier Raoult** explique dans *Le Figaro Magazine*, qu'« il y a en France un groupe de gens qui ont l'habitude de travailler d'une certaine manière et qui se sont connus dans la lutte contre le sida, il y a trente ans. Ils ont élevé en règle d'or les études « randomisées », autrement dit des études aléatoires sur de très grandes cohortes de malades cobayes. Ce sont des études qui peuvent rassurer à la marge pour améliorer certains médicaments dans la recherche sur le sida ou sur l'hépatite C. Mais ces méthodologies spécifiques ne peuvent pas être transformées en condition sine qua non de la médecine. [...] **Françoise Barré - Sinoussi** n'est pas médecin, elle est chercheuse. Nous ne sommes pas sur les mêmes planètes. »

\* Sur *France Info*, **Jean-François Forget**, le secrétaire général de l'UFAP-UNSA Justice, rapporte que « depuis bientôt trois semaines, au lieu d'incarcérer entre 300 et 400 détenus en moyenne par jour, on n'en incarcère au niveau national que 20 ou 30 par jour. Et de l'autre côté, sans disposition particulière, on libère de façon ordinaire entre 300 et 400 personnes. Ce qui nous inquiète, c'est qu'on est en train de libérer beaucoup de détenus sans contrôle, en sortie sèche, sans prise en charge derrière, et que l'on va avoir forcément des soucis de délinquance ».

\* Sous la plume de **David Ignatius**, le *Washington Post* évoque comme possible origine de la pandémie une fuite du P4 de Wuhan, un laboratoire situé à proximité du marché de gros de fruits de mer.

✦ Dans une tribune au *Wall Street Journal* intitulée *La Pandémie de coronavirus modifiera à jamais l'Ordre Mondial*, **Henry Kissinger** appelle à « sauvegarder les principes de l'ordre mondial libéral » et condamne une gestion de crise sur « une base largement nationale », arguant que la « dissolution sociale par le virus ne reconnaît pas les frontières ».

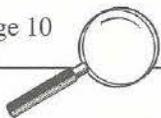
► 4 avril. **Franck Chauvin**, membre du Haut Conseil de la santé publique (HCSP) rejoint le Conseil scientifique de l'Élysée. Jusque-là, son action avait consisté à signer l'avis du HCSP qui réserve l'hydroxychloroquine aux mourants. Il l'a fait en toute connaissance de cause puisqu'il a admis qu'« une prescription aussi tardive n'a aucune utilité médicale » (*Le Canard enchaîné*, 1<sup>er</sup> avril).

► En plein confinement, **Abdallah Ahmed-Osman**, un Soudanais bénéficiant depuis juin 2017 du statut de « réfugié » et d'un titre de séjour de dix ans, demande aux passants de Romans-sur-Isère (Drôme) s'ils « sont Maghrébins » avant d'attaquer au couteau ceux qu'il identifie comme des « Français ». Cinq personnes sont blessées et deux sont assassinées: **Thierry Nivon**, ingénieur informatique qui faisait ses courses à la boucherie et **Julien Vinson** (sous les yeux de son fils de douze ans), copropriétaire du café-théâtre *La Charrette* à Romans.

► Dans la fausse « guerre » qui agite le gouvernement, **Olivier Véran** indique que la France a déjà passé commande pour « 5 millions de tests rapides », lesquels arriveront... « prochainement ».

► Aux États-Unis, *Reuters* publie les griefs reprochés à **Donald Trump** par l'establishment américain de la santé (**Jeffrey Flier** de la *Harvard Medical School*, **Lynn Goldman** de la *Milken Institute School of Public Health* de l'Université George Washington, etc.) pour son intervention directe afin que les responsables fédéraux de la Santé mettent à disposition des Américains l'hydroxychloroquine.

\* 5 avril. Au Royaume-Uni, la presse couvre largement les révélations du *Mail on Sunday*: « La thèse selon laquelle le Coronavirus aurait fuité d'un laboratoire de recherche à Wuhan « n'est plus exclue » et est désormais considérée comme « crédible » par les services de renseignement britanniques et par les ministres participant au conseil de défense du pays ».



## POLITIQUE

► **5 avril** (suite). En surface, l'heure est au « patriotisme économique », aux relocalisations industrielles, voire aux nationalisations. Toujours dans le sens du vent, l'écolo-mondialiste **Yannick Jadot** s'y met aussi dans le *JDD* : « Nous devons renforcer notre souverainisme dans les industries vitales ! ».

► Dans les faits, les ouvriers de l'usine **Luxfer** à Gerzat (Puy-de-Dôme), dernière usine d'Europe à produire des bouteilles d'oxygène médical jusqu'à sa fermeture en mai 2019, invoquent l'urgence sanitaire et les déclarations d'**Emmanuel Macron** sur « les biens et les services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » (allocution du 12 mars) pour demander une entrée de l'État au capital afin de redémarrer la production au plus vite. Si leur proposition a été soutenue par l'intégralité des élus locaux, la réponse de l'État se fait toujours attendre...

✦ Drôle d'aveu du trilatéraliste **Jean-Louis Boulanges** dans *Le Nouvel Esprit public* : « Depuis Maastricht, depuis la chute de l'Union soviétique, on n'a pas fait un choix intelligent en faveur de ce que j'appelle l'Europe particulière par opposition à l'Europe universelle. L'Europe universelle c'est une espèce d'organisation qui préfigure une organisation mondiale globalisée de l'humanité. C'est une Europe d'ouverture, d'exemplarité qui incarne le futur rêvé de l'humanité ». La suite de l'intervention a été coupée au montage...

✦ **Dominique Strauss-Kahn** qui, comme **Jacques Attali**, a passé le confinement à monnayer ses lumières sur l'impact du Covid-19 aux chefs d'États africains (cf. *Africa Intelligence*, 29 avril), publie dans *Politique Internationale* un texte en forme de mise à jour de l'idéologie euro-mondialiste à l'aune d'une crise qui a vu s'effondrer le dogme de la libre-circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. Dans ce texte quasi programmatique intitulé *L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise*, l'ancien ministre socialiste de l'Économie salue l'action des banques centrales qui « jouent leur rôle en inondant le marché de liquidités » mais en appelle à utiliser « le mécanisme des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du **FMI** » que « rien n'empêche de réactiver sauf l'allergie américaine à tout ce qui ressemble à une action multilatérale, allergie que la tiédeur des Européens n'aide pas à contrebalancer » : « allégement des dettes des pays à bas revenus et émission massive de DTS sont aujourd'hui un passage obligé. [...] Avant la crise actuelle, l'Europe avait déjà le plus grand mal à gérer l'afflux de quelques centaines de milliers de migrants se pressant

à ses portes. Qu'en sera-t-il lorsque, poussé par l'effondrement de leurs économies nationales, ils seront des millions à tenter de forcer le passage ? » L'ancien directeur général du **FMI** en appelle, en conséquence, à la « mutualisation budgétaire » au sein de l'UE, un « point central » demandant, pour se réaliser, de « rompre avec l'un ou l'autre de ces deux tabous : l'indépendance de la banque centrale ou l'unanimité des États membres ». Aussi, si la crise « sanitaire nourrit les vieilles pulsions nationalistes », elle constitue toutefois une « occasion inespérée de reprendre les rênes » car « l'intérêt nouveau porté par les peuples européens à la notion de souveraineté peut donner sa seconde chance à l'Europe. [...] Il fallait un choc pour que la véritable nature de l'Union resurgisse. [...] Ce choc, nous l'avons ». Actant là « lente décrépitude de la démocratie représentative [...], cette démocratie parlementaire cacochyme, née il y a deux siècles, que la crise sanitaire vient frapper de front », il remarque que « le principe peut être facilement admis que, en temps de crise, les démocraties peuvent avoir recours à des mesures coercitives « de façon exceptionnelle ». « Dans de nombreux pays, l'exécutif s'est senti autorisé à prendre des mesures liberticides ou de surveillance de masse déployant pour se faire des technologies jusqu'alors réservées au renseignement militaire ou anti-terroriste ! D'une manière générale, ces mesures dérogeant aux libertés publiques sont plutôt bien accueillies, voire plébiscitées par des citoyens qui y voient un arsenal protecteur de leur sécurité ». Aussi DSK voit-il en cette « menace aussi structurante » qu'« universelle », l'occasion de « constituer le socle d'un nouveau système providentiel ». Si « beaucoup dépendra des élections de novembre » aux États-Unis, « il ne saurait y avoir d'armistice, encore moins de libération. Il s'agit donc d'un effort de guerre de long terme ».

► **6 avril**. Dans une tribune au *Figaro*, **Fabien Calvo**, ancien directeur scientifique de l'Institut national du cancer, **Jean-Luc Harousseau**, ancien président de la Haute Autorité de santé et **Dominique Maraninchi**, ancien directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), recommandent d'appliquer le protocole Raoult dès l'apparition des premiers symptômes. Tout en se disant « agnostique » sur le sujet, **Édouard Philippe** s'appuie sur le Pr **Eric Caumes**, chef du service des maladies infectieuses et tropicales à la Pitié-Salpêtrière et opposant farouche du protocole Raoult dont 59 % des Français sont convaincus de l'efficacité selon le sondage **IFOP** qui paraît ce jour-là.



## POLITIQUE

► **6 avril** (suite). Se voulant rassurant, le ministre des Affaires étrangères **Jean-Yves Le Drian** annonce sur *BFMTV* que les « masques commandés en Chine arriveront d'ici la fin du mois de juin ».

► Au cours de cette intervention, le plus ancien ministre en fonction (depuis l'élection de **François Hollande** en 2012) récite la vulgate mondialiste: « Après la guerre 1939-1945, les États ont décidé de s'unir, de créer des outils pour éviter un nouveau conflit mondial, c'est à ce moment-là qu'on a créé les Nations unies, qu'on a créé aussi l'Organisation mondiale de la Santé, c'est à ce moment-là qu'on a lancé ce mot de multilatéralisme, les États qui se mettent ensemble pour un Ordre Mondial et on a un peu oublié cette période et ces outils-là se sont dégradés au cours des dernières années. Cette pandémie doit permettre un sursaut, de revisiter, de refonder la relation que les États ont entre eux face à de nouveaux dangers, face à de nouvelles menaces, de nouveaux enjeux, de nouveaux défis, qui sont ce qu'on appelle les biens publics mondiaux au cœur desquels il y a la santé et le climat. Et si la communauté internationale ne prend pas en compte cette nouvelle donne alors oui, elle aura raté cette nouvelle donne et n'aura pas tiré les leçons de cette pandémie. »

\* L'OMS qui jusqu'alors avait fortement déconseillé le port généralisé du masque change de doctrine: il est désormais fortement recommandé pour « les sujets en bonne santé dans les espaces collectifs ».

✎ **7 avril**. Au milieu du matraquage médiatique, **Renaud Girard** apporte un peu de calme et de bon sens dans son billet au *Figaro*: *Le Confinement, remède pire que le mal?* Il rappelle qu'« une chose est déjà certaine: le Covid-19 ne bouleversera pas les statistiques de la mortalité mondiale pour l'année 2020. [...] La grande majorité des victimes seront des personnes âgées ou des patients dont le système immunitaire a été affaibli par d'autres pathologies. En France, l'âge moyen des décédés du Covid-19 est de 81,2 ans. Au Luxembourg, il est de 86 ans ». S'indignant dans un entretien de la « psychose collective » par l'hypermédiatisation des très rares cas de décès d'enfants ou de jeunes du coronavirus, il appelle les sociologues à analyser « soigneusement le rôle qu'ont joué les médias dans l'émergence d'une psychose mondiale face à une maladie peu létale ». « Le péril le plus grave est la déstructuration des chaînes d'approvisionnement de produits agricoles, paralysées par le confinement des pays exportateurs. L'Afrique, par

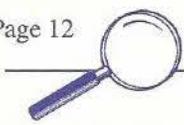
exemple, est devenue très dépendante de l'extérieur pour son alimentation. Certains pays le sont en raison de leur démographie incontrôlée (l'Égypte), d'autres parce que leur régime a négligé l'agriculture (l'Algérie). Par malchance, les pays d'Afrique de l'Est et des Grands Lacs viennent de voir leurs cultures ravagées par une invasion de milliards de criquets pèlerins. [...] Ce fléau va provoquer une famine qui tuera bien davantage que le Covid-19. » Et alimenter encore davantage la déferlante migratoire...

✎ Le PDG de *Twitter* et fondateur de *Square*, **Jack Dorsey**, annonce le lancement de *Start Small LLC*, doté d'un milliard de dollars (28 % de sa fortune) qu'il destine, sans plus de précision, à lutter contre le Covid-19 mais aussi au revenu universel de base, « une des meilleures solutions à long terme pour résoudre les problèmes existentiels auxquels le monde est confronté ». Tiroir de l'agenda mondialiste, jadis promu par **Benoît Hamon**, le revenu universel (c'est-à-dire la fin de la « valeur travail ») avait été repris par **Emmanuel Macron** le 11 février dernier.

\* Le Pr **Mauro Ferrari**, responsable scientifique auprès de la Commission européenne en qualité de président du Conseil européen de la recherche (ERC, doté de 2 milliards d'euros), annonce sa démission, quatre mois après sa prise de poste: « Je suis arrivé à l'ERC comme un fervent partisan de l'UE [mais] la crise de Covid-19 a complètement changé mon point de vue » (*Financial Times*, 8 avril 2020).

\* **8 avril**. *Le Point* se fait l'écho de l'inquiétude des services de renseignement quant à la libération en cours de 130 détenus condamnés dans des dossiers terroristes, dont celles, le 19 mars, de deux individus mis en examen dans le cadre de l'attentat du marché de Noël de Strasbourg. Le ministère de l'Intérieur réagit en expliquant qu'il ne s'agit pas de « condamnés pour des faits de terrorisme stricto sensu » et qu'« il ne faut pas confondre terroristes et détenus radicalisés [sic] ». ».

► Dans *Le Canard enchaîné*, on lit que « si la polémique n'a cessé d'enfler, c'est avant tout par la faute des autorités de santé, qui ont d'abord refusé d'expérimenter, sur des patients en début de maladie, l'association d'un antiviral, la chloroquine, avec un antibiotique, l'azithromycine. Ainsi l'étude européenne baptisée *Discovery* prend en compte la fameuse chloroquine mais ne la teste pas que sur des malades sévèrement atteints et sans y adjoindre l'antibio susnommé ». Idem pour les autres études, menées par « les CHU d'Amiens, de



Tourcoing, et de Valenciennes qui étudient les effets de la chloroquine seule et uniquement sur les patients à risque élevé d'évolution défavorable ». Aussi, « pour tenter de circonscrire l'incendie », **Emmanuel Macron** est intervenu personnellement et a ordonné de « tester de toute urgence le protocole Raoult, tel que celui-ci l'applique à Marseille ». En conséquence, à la demande d'**Olivier Véran**, les CHU de Montpellier et d'Angers qui ne font pas partie de l'étude *Discovery* ont été priés d'expérimenter le protocole Raoult.

► En Russie, les directives du ministère de la Santé publiées ce jour-là recommandent : 1-chloroquine ; 2-hydroxychloroquine ; 3-lopinavir + ritonavir ; 4-azithromycine (en association avec l'hydroxychloroquine) ; 5-préparations d'interféron.

✱ Le *Washington Post* vitupère contre l'« approche laxiste de la Suède face au coronavirus ». Signée par **Paulina Neuding**, la rédactrice européenne du site *Quillette*, la tribune rappelle que le pays « n'a pas de quarantaines obligatoires et peu de limitations à la libre circulation. Les écoles élémentaires restent ouvertes ; les centres commerciaux, les gymnases et les rues commerçantes sont loin d'être vides ». Après une longue digression alarmiste, le texte conclut : « Nous craignons que la Suède n'ait choisi le pire moment possible pour expérimenter le chauvinisme national ». Parallèlement, l'institut de sondage *Novus* indique que 76 % de la population soutient l'agence de santé publique suédoise et son patron, l'épidémiologiste **Anders Tegnell**. Ce dernier a œuvré au refus du confinement par ce gouvernement socialiste qui nous avait pourtant habitué à une application zélée de l'agenda mondialiste (pleine ouverture aux « migrants », injonctions faites aux hommes d'uriner assis ; ordination au sein de l'Église luthérienne de Suède d'évêques lesbiennes militantes, etc.).

✱ Toujours dans le *Washington Post*, quotidien de l'État profond américain, **Dana Milbank** titre son éditorial sur le coronavirus : *Trump a tout gâché. Pas les scientifiques, l'OMS ou les Juifs.*

► **9 avril.** À l'Élysée où l'inquiétude monte en voyant la mouvance Gilets jaunes s'emballer pour **Didier Raoult**, la décision est prise de « désamorcer » ce dernier en lui retirant son aura de victime de l'establishment parisien. Après une visite rendue, sans aucun journaliste, aux représentants de l'essai *Discovery* au CHU du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), **Emmanuel Macron** se déplace donc en personne à Marseille, tout en précisant que cette première rencontre ne représente pas une « reconnaissance ».

► Pour **Raoult**, il s'agit de montrer que la bonne stratégie est celle impulsée à l'IHU - tester, isoler, traiter -, en rupture avec la politique du gouvernement : « restez chez vous ! »

► C'est aussi l'occasion de présenter une troisième étude portant sur 1061 patients. 91,7 % n'excrètent plus de virus au bout de dix jours de traitement. À la date de publication définitive de l'étude, le 22 avril, 98 % des patients seront guéris.

✱ À 18h30, **Jérôme Salomon** tient son point presse quotidien, diffusé en direct sur les chaînes d'informations en continu. En marge de l'annonce du nombre de décès en France et dans le monde, une litanie de chiffres qui a remplacé les résultats du football et des indices boursiers, le « croque-mort avec une pointe de sourire au coin des lèvres » (*Le Monde*, 23 mars) se voit enfin poser une des vraies questions de la crise du coronavirus : « Parmi l'ensemble des études menées en France et en Europe, y a-t-il une étude qui reprenne exactement le protocole mis en place par le Dr Raoult de l'IHU de Marseille ? » Réponse de l'intéressé : « Cette proposition est reprise dans de nombreux bras de protocoles internationaux et de protocoles français. Nous aurons, à l'issue des essais thérapeutiques bien menés, des résultats positifs ou négatifs ».

► Soit **Jérôme Salomon** est mal informé, soit il n'a pas compris la question, soit il fait semblant de ne pas la comprendre, soit il ment.

(Suite au prochain numéro)>>